

## STATUTS

### TITRE I - BUT ET COMPOSITION

#### Article 1 - (Objet - Siège)

L'Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 dite "LIGUE DE NORMANDIE DE TIR A L'ARC", fondée le 8 janvier 1960 sous le titre de "FEDERATION NORMANDE DE TIR A L'ARC, RONDE DE NORMANDIE" a été déclarée à la Préfecture de Rouen (Seine Maritime) et publiée en page 888 du Journal Officiel n° 21 du 26 janvier 1960, ayant pris, à dater du 19 février 1968 le titre de "LIGUE REGIONALE DE NORMANDIE DE TIR A L'ARC", le 27 octobre 1985, le titre de "LIGUE REGIONALE NORMANDE DE TIR A L'ARC", le 5 avril 1992, le titre de "LIGUE DE NORMANDIE DE TIR A L'ARC" et à dater du 21 février 2016, le titre de « COMITE REGIONAL DE NORMANDIE DE TIR A L'ARC » a pour objet, sur le territoire de la Région NORMANDIE, et en conformité avec les orientations de la Fédération Française de Tir à l'Arc (F.F.T.A.) :

⇒ D'organiser, diriger et développer la pratique du Tir à l'Arc sous toutes ses formes par des réunions, des stages et des exercices de plein air ou en salle ou en espace naturel étant entendu que la discipline du Tir à l'Arc qui consiste en l'utilisation d'un arc, d'une flèche, d'une cible comprend également des disciplines connexes avec l'utilisation d'arcs classiques (dits recourbés), traditionnels (dits droits) ou à cames ou à poulies (dits composés), sur tout type de blason ou cible de fabrication bi ou tri dimensionnelle.

⇒ De promouvoir, d'enseigner, d'organiser, de gérer la pratique du Tir à l'Arc ainsi que des activités sportives dans sa zone géographique.

⇒ De développer les actions sportives en faveur de tous les publics.

⇒ D'aider à la formation de nouveaux Groupements Sportifs en favorisant et en propageant l'exercice du Tir à l'Arc.

⇒ De créer et d'organiser des concours et compétitions régionales, ainsi que nationales ou internationales en concertation avec la F.F.T.A.

Sa durée est illimitée.

Il a son siège à la Maison Polyvalente du Grand Parc - 1018 Quartier du Grand Parc - 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR, mais il pourra être transféré, en tout lieu de la région Normandie, par simple décision du Comité Directeur après ratification par la plus proche Assemblée Générale.

Il contribue à la mise en œuvre de la politique de la F.F.T.A. ainsi qu'à l'application des décisions fédérales.

Il reçoit délégation de la Fédération pour exercer ses missions dans le domaine des formations, des organisations, de la réglementation sportive, dans le respect des lois et règlements en vigueur.

L'exécution de ces missions est régie par une convention avec la Fédération qui définit les modalités d'aides financières, en complément des ressources propres précisées à l'article 20.

La délégation peut lui être retirée par le Comité Directeur de la F.F.T.A. pour tout motif contraire aux intérêts de la Fédération.

Il est administré par un Comité Directeur dont le mode d'élection, le mode de fonctionnement et les pouvoirs sont définis dans les présents statuts.

Le Comité Régional de Normandie de Tir à l'Arc s'interdit toutes discussions ou manifestations quelconques présentant un caractère politique, confessionnel ou philosophique au cours des réunions qu'elle organise.

En l'occurrence le port de tout signe ostentatoire d'appartenance à une religion, à un mouvement confessionnel, politique ou sectaire est prohibé en tout lieu de l'exercice des activités de l'Association et de ses associations affiliées.

## **Article 2 - (Composition)**

Le Comité Régional se compose de Groupements Sportifs : Compagnies, Clubs et Associations constitués dans les conditions prévues par le chapitre 2 du titre 1<sup>er</sup> de la Loi du N° 84-160 du 16 Juillet 1984 modifiée.

Le Comité Directeur du Comité Régional peut admettre à titre individuel des membres donateurs, des membres bienfaiteurs et des membres d'honneur pour services rendus au Comité. Le titre de membre d'honneur confère le droit d'assister à l'Assemblée Générale sans avoir à acquitter le prix de la cotisation annuelle.

## **Article 3 - (Adhésion)**

### **3.1. Groupements Sportifs**

Toute demande d'admission d'un Groupement Sportif comporte l'adhésion formelle et sans réserve aux statuts et règlements intérieurs de la Fédération, du Comité Régional et du Comité Départemental dont ce Groupement dépend administrativement.

Pour un Groupement Sportif, la qualité de membre du Comité Régional s'acquiert par l'obtention d'un numéro d'affiliation à la Fédération Française de Tir à l'Arc.

La procédure d'affiliation d'un club est mentionnée à l'article 4 des statuts de la F.F.T.A.

Les groupements sportifs affiliés ont l'obligation de communiquer annuellement au Comité Régional le compte rendu de leur assemblée générale dans un délai de 3 semaines et à tout moment, les changements intervenant dans leurs instances.

### **3.2. Licence**

Toute personne désirant pratiquer le Tir à l'Arc au sein du Comité régional et de ses associations membres, devra être licenciée à la F.F.T.A., quelle que soit la pratique envisagée. Les conditions de délivrance de licences et les obligations afférentes aux associations affiliées en matière de prises de licences sont définies aux articles 4 et 5 des statuts de la F.F.T.A.

Toute personne désirant accéder au Comité Directeur d'association relevant de la F.F.T.A doit être licenciée dans l'association qu'elle administrera.

## **Article 4 - (Radiation)**

La qualité de membre du Comité Régional se perd par la démission qui, s'il s'agit d'une personne morale, doit être décidée dans les conditions prévues dans ses propres statuts ou par radiation prononcée par la Fédération.

### **Article 5 - (Sanctions)**

Les sanctions disciplinaires applicables aux Groupements Sportifs affiliés et aux membres licenciés sont prononcées, conformément au règlement disciplinaire de la F.F.T.A., par un organisme de 1<sup>ère</sup> instance dont la composition est fixée par le Comité Régional selon ledit règlement disciplinaire ou par un organisme de 1<sup>ère</sup> instance de la fédération. Toute décision disciplinaire de 1<sup>ère</sup> instance peut être frappée d'un appel auprès de la F.F.T.A. dès lors que celui-ci ne respecte pas les délais légaux de faisabilité fixés par la FFTA.

Toute personne physique ou morale qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire doit être à même de préparer sa défense. Elle doit ainsi être convoquée selon les dispositions réglementaires et peut se faire assister.

### **Article 6 - (Moyens d'action)**

Les moyens d'action du Comité Régional sont :

#### **6.1. - D'ordre administratif**

Il suscite, avec l'aide de la Fédération, la création et la mise en place de Groupements Sportifs de Tir à l'Arc sur son territoire. Il entretient au niveau régional les relations avec les collectivités, les pouvoirs publics ainsi qu'avec tout organisme intéressé concernant notamment les règlements de sécurité et l'aménagement des aires réservées à la pratique du Tir à l'Arc dans les zones de loisir et de tourisme.

#### **6.2. - D'ordre pédagogique et technique**

Il organise des cours, des stages, des expositions ou participe à ceux-ci.

Il participe à l'élaboration du contenu et des méthodes d'enseignement du Tir à l'Arc et des activités sportives en relation avec la Fédération.

Il s'appuie, entre autres, sur tous documents écrits ou audiovisuels produits par la Fédération sur l'enseignement de la pratique du Tir à l'Arc, et d'une manière générale, il assure l'organisation et la coordination des formations ainsi que la délivrance des diplômes selon les modalités définies par la Fédération dans les domaines technique, technologique, médical et recherche.

#### **6.3. - D'ordre sportif**

Il organise ou contrôle l'organisation de concours, manifestations diverses et compétitions : épreuves de promotion ou de sélection, Championnats Régionaux, concours ou Championnats de niveau plus élevé, dans toutes les disciplines.

La Commission Sportive et la Commission des Arbitres prévues à l'article 19 ci-après, veillent à la bonne organisation et à l'exécution réglementaire des Championnats et des épreuves de promotion ou de sélection.

Le Comité Régional définit les critères de délivrance des titres régionaux en accord avec les directives fédérales en tenant compte de ses propres contraintes.

Il contribue à la mise en place des dispositions permettant de participer à la lutte contre le dopage conformément aux réglementations en vigueur.

#### **6.4. - D'ordre financier**

Il peut aider les Comités Départementaux ou les Groupements Sportifs affiliés pour des opérations promotionnelles ou pour l'organisation de compétitions officielles.

Il peut participer aux frais engagés par les Comités Départementaux, les Groupements Sportifs affiliés ou par des Athlètes après accord du Comité Directeur.

#### **6.5. - D'ordre organisationnel**

Il coordonne l'activité des Comités Départementaux dans son ressort territorial et participe à la bonne organisation des relais administratifs préconisés par la Fédération. D'une manière générale, Il veille au bon déroulement de l'ensemble des activités qui se déroulent sous l'égide de la Fédération.

## **TITRE II - REPRESENTATION TERRITORIALE**

### **Article 7 - Représentativité et compétences**

#### **7.1. Admission**

Le ressort territorial du Comité Régional de Normandie de Tir à l'Arc correspond à celui des services déconcentrés du Ministère chargé des Sports et regroupe les départements du Calvados, de l'Eure, de la Manche, de l'Orne et de la Seine-Maritime qui composent la Région Normandie.

Les statuts du Comité Régional sont compatibles avec ceux de la Fédération ; ils sont rédigés conformément aux dispositions mentionnées dans les modèles de statuts diffusés par la Fédération.

#### **7.2. Missions**

Le Comité Régional, en sa qualité d'organisme dit déconcentré, est chargé de représenter la Fédération dans son ressort territorial et d'assurer l'exécution des missions précisées dans les présents statuts ou par convention avec la Fédération.

#### **7.3. Administration**

Le Comité Régional est administré par un Comité Directeur élu démocratiquement au scrutin de liste.

Les candidats doivent répondre aux conditions mentionnées à l'article 10.2 des présents statuts.

Le mandat du Comité Directeur est de quatre années.

Le mandat du Comité Directeur expire au cours des six mois qui suivent les Jeux Olympiques d'été.

#### **7.4. Représentants**

La représentation des féminines, au sein des organes de direction, est assurée dans les conditions mentionnées à l'article 10.4.

#### **7.5. Désignation des délégués à l'Assemblée Générale de la F.F.T.A.**

Le Comité Régional est habilité~~e~~ à élire les délégués des Groupements Sportifs de son ressort territorial à l'Assemblée Générale de la F.F.T.A., conformément à l'article 9.5 des statuts de la F.F.T.A.

#### **7.6. Contrôle**

Le Comité Régional doit adresser chaque année à la Fédération, dans un délai de trois semaines, le compte rendu de son Assemblée Générale ainsi que les rapports annexés.

Le compte-rendu doit comporter la liste des délégués à l'Assemblée Générale de la F.F.T.A. En cas de manquement, les délégués ne pourront prendre part au(x) vote(s).

### **TITRE III - ASSEMBLEE GENERALE**

#### **Article 8 - (Composition)**

L'Assemblée Générale du Comité Régional se compose des représentants des Groupements Sportifs affiliés à la Fédération. La définition des représentants est indiquée à l'article 8.2.

#### **8.1. Répartition des pouvoirs**

Les représentants des Groupements Sportifs affiliés disposent d'un nombre de voix déterminé en fonction du nombre de leurs licenciés indiqué sur le fichier fédéral à la fin de l'exercice précédent, et selon le barème mentionné à l'article 10.1 des statuts de la F.F.T.A.

Lors d'une Assemblée présentielle, peuvent assister à l'Assemblée Générale du Comité Régional, sur invitation du Président et avec voix consultative, les membres d'honneur, donateurs ou bienfaiteurs, le Conseiller Technique Régional ou la personne faisant fonction.

Lors d'une Assemblée présentielle, l'Assemblée Générale du Comité Régional est ouverte à tous les membres licenciés appartenant aux Groupements Sportifs affiliés de la Région, mais seuls les représentants de Groupements Sportifs participent aux votes.

Le cas échéant, lorsque l'assemblée électorale se déroule à distance, par voie électronique, seuls les représentants des groupements sportifs membres participent aux votes.

#### **8.2. Définition des représentants de groupements**

Le représentant d'un Groupement Sportif pouvant prendre part aux votes à Assemblée Générale du Comité Régional est le Président de l'association affiliée, titulaire d'une licence en cours de validité.

Le Président de l'association affiliée est habilité à désigner (procuration) un suppléant, lui-même membre de l'association et licencié, en cas d'absence du Président à l'Assemblée Générale du Comité Régional.

Les représentants doivent être âgés de 16 ans ou plus à la date de l'Assemblée Générale du Comité.

### **8.3. Validité des pouvoirs**

Lorsque l'Assemblée Générale élective se déroule à distance, la procuration est adressée 15 jours avant la date de l'élection, au secrétariat du Comité Régional, afin que celui-ci puisse établir la liste des votants.

Le Comité Régional s'engage à contrôler la validité des pouvoirs et des procurations avant l'ouverture de son Assemblée Générale.

### **Article 9 - (Fonctionnement de l'Assemblée)**

L'Assemblée Générale est convoquée par le Président du Comité Régional.

Elle se réunit au moins une fois par an à la date fixée par le Comité Directeur, date qui devra précéder de 20 jours pleins au minimum la date de l'Assemblée Générale de la Fédération, afin que soient notamment désignés par vote les délégués qui y représenteront les clubs du Comité Régional.

En outre, une Assemblée Générale du Comité Régional peut être convoquée dans l'intervalle de deux Assemblées Générales annuelles par le Comité Directeur, ou par le tiers des membres licenciés du Comité Régional, représentant le tiers des voix telles que définies à l'article 8.1 ci-dessus.

Les Présidents de Comités Départementaux sont invités à participer aux débats de l'Assemblée Générale.

L'ordre du jour est fixé par le Comité Directeur et les convocations sont adressées au moins trois semaines avant la date prévue.

L'Assemblée Générale se fait en présentielle mais exceptionnellement peut être organisée à distance sur demande du Comité Directeur, s'il s'agit d'une assemblée générale élective l'élection sera gérée par la commission électorale composée conformément aux dispositions mentionnées à l'article 19 des présents statuts. A cette occasion les délégués représentant les clubs à l'Assemblée Générale de la FFTA peuvent être également désignés à distance dans le respect de l'article 7.5.

En cas de vote pour l'élection du Président et celle des membres du Comité Directeur, les délégués présents ou représentés doivent être porteurs d'au moins la moitié des pouvoirs. Si ce quota n'est pas atteint, une seconde assemblée est convoquée dans les quinze jours au cours de laquelle les élections se dérouleront sans conditions de quorum.

Par analogie lorsque le vote est à distance pour que le résultat d'un scrutin soit valable, la moitié au moins des pouvoirs devra être exprimée. Si le nombre est inférieur, un nouveau vote à distance sera organisé dans les 7 jours, sans condition de quorum.

L'Assemblée Générale définit, oriente et contrôle l'action générale du Comité Régional. Elle entend chaque année les rapports sur la gestion et la situation morale et financière du Comité Régional. Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget.

Elle nomme une personne licenciée pour être vérificateur aux comptes de l'exercice suivant, ainsi qu'un suppléant en cas d'empêchement de la première d'être présente à l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale délibère exclusivement sur les questions portées à l'ordre du jour. Pour être portée à l'ordre du jour, toute question devra être transmise au Président au moins six semaines avant la date fixée de la prochaine Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges et les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèques et sur les baux de plus de neuf ans. Elle décide seule des emprunts.

Les votes de l'Assemblée Générale portant sur des personnes ont lieu à bulletin secret.

Les procès-verbaux de l'Assemblée Générale et les rapports financiers sont communiqués, chaque année, aux Groupements Sportifs du Comité Régional affiliés à la Fédération par la voie de bulletin officiel ou par circulaire.

## **TITRE IV - ADMINISTRATION**

### **SECTION I - LE COMITE DIRECTEUR**

#### **Article 10 - (Administration - Election - Composition)**

##### **10.1. Administration**

Le Comité Régional est administré par un Conseil d'Administration appelé "Comité Directeur du Comité Régional", de 20 membres.

Le Comité Directeur exerce toutes les attributions que les présents statuts ne confèrent pas à l'Assemblée Générale.

Les membres du Comité Directeur sont élus par l'Assemblée Générale qui doit avoir lieu au minimum trois semaines avant l'Assemblée Générale électorale de la F.F.T.A qui doit avoir lieu avant le 31 décembre qui suit les Jeux Olympiques d'été, au scrutin de liste, par l'Assemblée Générale suivant les dispositions de l'article 8 et pour une durée de quatre ans.

Ils sont rééligibles.

##### **10.2. Candidatures**

Les listes candidates aux élections du Comité Directeur devront faire acte de candidature par écrit auprès du Secrétariat du Comité Régional au plus tard un mois avant la date des élections. Les candidats figurant sur la liste doivent répondre aux critères mentionnés ci-dessous :

- ↳ Posséder la licence délivrée dans le Comité Régional
- ↳ Avoir atteint l'âge de la majorité légale
- ↳ Jouir de leurs droits civiques et politiques
- ↳ N'avoir pas fait l'objet d'une mesure disciplinaire de la part d'une Commission de Discipline de 1<sup>ère</sup> instance dans les cinq ans précédant l'élection.

Les modalités du scrutin sont précisées dans le règlement intérieur.

### **10.3. Composition**

Le Comité Directeur doit comprendre, de préférence, au moins :

- ↳ Un Médecin licencié.
- ↳ Un Arbitre.

### **10.4. Représentation des féminines**

La représentation des féminines au Comité Directeur et au Bureau doit être conforme à la législation en vigueur, sur la base du fichier des licences au 31 août précédant l'Assemblée Générale électorale.

Les représentations ci-dessus ne sont pas cumulatives.

Il ne peut y avoir de membres de droit.

### **10.5. Recevabilité**

Les listes de candidats aux élections du Comité Directeur devront faire acte de candidature par écrit auprès du Secrétariat du Comité Régional au plus tard trente jours fermes avant la date de l'Assemblée Générale.

Celles-ci comprendront :

- A. Un projet sportif sur une feuille A4 noir et blanc format 21x29,7 recto-verso (uniquement). Ce projet doit décliner les idées fortes de la politique que la liste derrière un président nommé désigné souhaite mener durant le mandat,
- B. La liste nominative de présentation des colistiers du candidat président est établie sur une page A4 (noir et blanc) par lui suivant un ordre de préférence.

Leur candidature pourra être présentée par le Groupement Sportif affilié auquel ils appartiennent ou le Comité Départemental dont ils dépendent.

Les listes des candidats seront diffusées auprès de tous les Groupements Sportifs affiliés de la Région quinze jours avant la date fixée de l'Assemblée Générale électorale. Elles seront affichées également dans la salle où se déroulera cette Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un ou plusieurs élus, il sera procédé à une élection partielle lors de la prochaine Assemblée Générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

## **Article 11 - Perte de la qualité de membre du Comité Directeur, vacance.**

### **11.1. Mandat du Comité Directeur**

L'Assemblée Générale peut mettre fin au mandat du Comité Directeur avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

1 - L'Assemblée Générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers des membres licenciés du Comité Régional représentant le tiers des voix.



2 - Les deux tiers des membres licenciés du Comité Régional doivent être présents ou représentés.

3 - La révocation du Comité Directeur doit être votée à la majorité absolue des votants.

4 - La réunion de cette Assemblée Générale et le vote auront lieu quinze jours au moins et deux mois au plus après le dépôt de la motion au secrétariat du Comité Régional. Son adoption au scrutin secret et dans les conditions ci-dessus entraîne la démission immédiate du Comité Directeur et le recours à de nouvelles élections en Assemblée Générale dans un délai maximum de deux mois.

### **11.2. Mandat d'un administrateur**

La révocation d'un membre du Comité Directeur intervient dans les mêmes conditions que celles mentionnées dans l'article 11.1 - 1. 2. 3. et 1<sup>er</sup> alinéa du 4.

### **Article 12 - (Perte de la qualité de membre du Comité Directeur - Vacance)**

La perte de qualité de membre au Comité Directeur est prononcée dans les cas suivants :

- ↳ Par la démission,
- ↳ Trois absences consécutives, sans excuse valable, aux réunions du Comité Directeur,
- ↳ Non-renouvellement de la licence constaté le jour de l'Assemblée Générale.

Les postes vacants au Comité Directeur avant l'expiration du mandat, pour quelque cause que ce soit, sont pourvus lors de l'Assemblée Générale suivante au scrutin majoritaire uninominal ou pluri nominal à un tour.

### **Article 13 - (Fonctionnement)**

Le Comité Directeur se réunit au moins deux fois par an. Il est convoqué par le Président. Le Comité ne délibère que sur les questions portées à l'ordre du jour et que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Le Conseiller Technique Régional, ou la personne faisant fonction, peut y assister sur invitation du Président et avec voix consultative. Les Présidents de Comités Départementaux sont invités à assister aux débats du Comité Directeur avec voix délibérative. En outre, le Comité Directeur peut inviter toute personne de son choix à assister à ses délibérations avec voix consultative.

Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire.

### **Article 14 - (Frais)**

Les membres du Comité Directeur ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Le Comité Directeur fixe le montant du remboursement des frais. Le Trésorier exerce le contrôle des justifications présentées à l'appui des demandes de remboursement. En cas de litige, le Bureau statue hors de la présence des intéressés.

### **Article 15 - (Désignation du Président)**

Le candidat tête de la liste élue majoritairement assure la fonction de Président pendant toute la durée du mandat.

Le mandat du Président prend fin avec celui des membres du Comité Directeur chaque année olympique.

#### **Article 16 - (Bureau)**

Lors de sa première réunion, le Comité Directeur élit en son sein, au scrutin secret, un bureau dont la composition est fixée par le Règlement Intérieur et qui comprend au moins un Secrétaire Général et un Trésorier.

Toutefois, en cas de vacance ou pour tout autre motif, le Président peut proposer une nouvelle composition du bureau au Comité Directeur qui procède alors à son élection dans les conditions fixées ci-dessus.

Le mandat du bureau prend fin avec celui du Comité Directeur.

Le Bureau se réunit au minimum cinq fois par an. Il est convoqué par le Président du Comité Régional. La convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par la moitié au moins de ses membres.

Le bureau ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Les Cadres Techniques fonctionnaires de l'Etat et agents rétribués de la Fédération ou du Comité Régional peuvent assister aux séances du bureau s'ils y sont autorisés par le Président.

#### **Article 17 - (Rôle du Président)**

Le Président du Comité Régional préside les Assemblées Générales, le Comité Directeur et le Bureau. Il ordonnance les dépenses. Il représente le Comité Régional dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.

Le Président peut déléguer certaines de ses attributions dans les conditions fixées par le Règlement Intérieur ou par écrit, en précisant le domaine de ses délégations. Toutefois la représentation du Comité Régional en justice ne peut être assurée, à défaut du Président, que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

#### **Article 18 - (Remplacement du Président)**

En cas de vacance du poste de Président, pour quelque cause que ce soit, les fonctions de Président sont exercées provisoirement par un membre du bureau élu au scrutin secret par le Comité Directeur.

Dès sa première réunion suivant la vacance, et après avoir, le cas échéant, complété le Comité Directeur, l'Assemblée Générale élit un nouveau Président pour la durée restante du mandat de son prédécesseur.

### **SECTION III - AUTRES ORGANES DU COMITE REGIONAL**

#### **Article 19.1 (Commissions)**

Le Comité Directeur institue des commissions dont la mise en place est recommandée par la Fédération ou reconnue nécessaire par le Comité Régional.

C'est ainsi que sont instituées :

- ↳ La Commission Sportive.
- ↳ La Commission Formation.
- ↳ La Commission Jeunes.
- ↳ La Commission Arbitres.
- ↳ La Commission Parcours.
- ↳ La Commission Communication.
- ↳ La Commission Labels FFTA.
- ↳ La Commission Disciplinaire de 1<sup>ère</sup> Instance (conforme au règlement disciplinaire de la FFTA)
- ↳ La commission électorale.

La composition et le fonctionnement des Commissions sont prévus au Règlement Intérieur.

Le Comité Directeur désigne parmi ses membres le Président de chacune des Commissions.

### **19.2 La commission électorale**

Pour qu'une assemblée à distance soit organisée, le Comité Directeur institue une commission électorale chargée de contrôler la régularité des opérations de vote par voie électronique ou postale.

La commission se compose de 5 membres non candidats directement impliqués dans le processus de l'élection régionale (ni candidat, ni délégué). Deux au plus peuvent faire partie du Comité Directeur du Comité Régional en place. Elle peut se faire assister de l'expert de son choix.

Elle donne un avis sur la conformité du processus de vote retenu, celui-ci devant présenter les garanties de fiabilité et de confidentialité requises dans ce type d'opération. Elle peut examiner tout document, y compris dématérialisé, relatif à l'organisation des élections et est habilitée à rédiger un procès-verbal sur lequel elle peut mentionner toute conformité ou irrégularité constatée.

Elle vérifie l'échéancier des opérations de vote notamment que les candidatures ou listes soient reçues puis publiées dans des délais conformes aux dispositions statutaires. A cet effet, elle examine en temps utile ces informations sur pièce auprès du secrétariat du Comité Régional.

La commission doit rendre compte, par écrit, 30 jours au plus tard après la proclamation du résultat. Le Comité Régional publie ce rapport sous 8 jours.

## **TITRE V - RESSOURCES ANNUELLES**

### **Article 20 - (Ressources)**

Les ressources annuelles du Comité Régional comprennent :

- ↳ Les cotisations de ses membres.
- ↳ Les subventions des Collectivités Territoriales et des services déconcentrés de l'Etat, des Etablissements publics.
- ↳ Toutes autres donations, subventions, ressources, produits autorisés par la Loi en ce qui concerne les Associations type 1901.
- ↳ Les aides conventionnelles attribuées par la F.F.T.A. dans le cadre des missions déclinées par la politique fédérale.

### **Article 21 - (Cotisations des membres affiliés - Remboursements)**

Le montant des cotisations lié à la licence fédérale (lorsqu'il n'est pas fixé par la F.F.T.A.), est fixé chaque année par l'Assemblée Générale sur proposition du Comité Directeur

Le Comité Directeur fixe le montant des remboursements des frais de déplacement dans le cadre des missions faites pour le Comité Régional avec l'accord de son Président.

Le Comité Directeur conseille le montant des mises pour la participation aux concours officiels organisés au sein du Comité Régional et inscrits au calendrier fédéral.

### **Article 22 - (Comptes)**

La comptabilité du Comité Régional est tenue conformément aux Lois et Règlements en vigueur. Cette comptabilité fait apparaître annuellement un compte d'exploitation, le résultat de l'exercice et le bilan associé.

Une comptabilité spéciale pourra être mise en place, à la demande de la Fédération, à l'occasion de manifestations importantes confiées au Comité Régional par celle-ci.

Il est justifié chaque année auprès des Directions Régionales de la Jeunesse et des Sports, et sur leurs demandes, de l'emploi des fonds provenant des subventions reçues par le Comité Régional au cours de l'exercice.

## **TITRE VI - MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION**

### **Article 23 - (Modification)**

1 - Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale, dans les conditions prévues au présent article, sur proposition du Comité Directeur ou sur proposition du dixième des membres licenciés du Comité Régional et représentant le dixième des pouvoirs votatifs.

2 - Dans l'un ou l'autre cas, la convocation, accompagnée d'un ordre du jour mentionnant les propositions de modification, est adressée aux Groupements Sportifs affiliés, trois semaines au moins avant la date fixée pour la réunion de l'Assemblée Générale.

3 - L'Assemblée Générale ne peut modifier les statuts que si la moitié au moins des membres licenciés du Comité Régional représentant au moins la moitié des pouvoirs votatifs, sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, les Groupements Sportifs affiliés sont convoqués à nouveau en Assemblée Générale sur le même ordre du jour. La convocation leur est adressée quinze jours avant la nouvelle date fixée pour la réunion. L'assemblée statue alors sans condition de quorum.

4 - Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres licenciés présents ou représentés, réunissant au moins les deux tiers des pouvoirs votatifs.

### **Article 24 - (Dissolution)**

L'Assemblée Générale ne peut prononcer la dissolution du Comité Régional que si elle est convoquée spécialement à cet effet. Elle se prononce dans les mêmes conditions que celles prévues aux troisième et quatrième paragraphe de l'article 23 ci-dessus.

### **Article 25 - (Liquidation)**

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs Commissaires chargés de la liquidation et de la dévolution des biens du Comité Régional.

### **Article 26 - (Notification)**

Les délibérations de l'Assemblée Générale relatives à la modification des statuts, à la dissolution du Comité Régional, à la liquidation et à la dévolution de ses biens sont adressées sans délai à la Préfecture, à la Fédération ainsi qu'à la Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports et de la Cohésion Sociale.

## TITRE VII - SURVEILLANCE ET REGLEMENT INTERIEUR

### Article 27 - (Transmission)

Le Président du Comité Régional ou son délégué, fait connaître dans les trois mois à la Préfecture tous les changements intervenus dans la direction du Comité Régional.

Les Procès-Verbaux des assemblées générales du Comité Régional sont adressés à la Fédération, aux services déconcentrés de l'Etat, aux collectivités territoriales, mouvement sportif, et à chacun des Comités Départementaux et des Groupements Sportifs qui composent le Comité Régional de Normandie de Tir à l'Arc.

### Article 28 - (Règlement Intérieur)

Le Règlement Intérieur est préparé par le Comité Directeur et approuvé par l'Assemblée Générale.

Le Règlement Intérieur ainsi que les modifications apportées sont communiqués à la Fédération, aux services déconcentrés de l'Etat, et à chacun des Comités Départementaux et des Groupements Sportifs qui composent le Comité Régional de Normandie de Tir à l'Arc.

Les présents statuts ont été adoptés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue en Visio conférence le 28 février 2021.

La Présidente



Chantal AUMERSIER

La Secrétaire



Patricia BUREAU